



COMMUNE DE CAMPAN

RÈGLEMENT DU SERVICE D'EAU POTABLE

(validé par délibération du 18 décembre 2009)

* * * * *

Sommaire :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Page 1
ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT	
ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE	
ARTICLE 3 : MODALITÉS DE FOURNITURE D'EAU	
ARTICLE 4 : DÉFINITION DU BRANCHEMENT	
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT	
CHAPITRE II : ABONNEMENTS	Page 2
ARTICLE 6 : DEMANDE D'ABONNEMENT	
ARTICLE 7 : RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES	
ARTICLE 8 : CESSATION, RENOUVELLEMENT, MUTATION ET TRANSFERT DES ABONNEMENTS ORDINAIRES	
ARTICLE 9 : ABONNEMENTS ORDINAIRES	
ARTICLE 10 : ABONNEMENTS SPÉCIAUX	
ARTICLE 11 : ABONNEMENTS TEMPORAIRES	
ARTICLE 12 : ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE	
CHAPITRE III : BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTÉRIEURES	Page 3
ARTICLE 14 : INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ - FONCTIONNEMENT - RÈGLES GÉNÉRALES	
ARTICLE 15 : INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ - CAS PARTICULIERS	
ARTICLE 16 : INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ - INTERDICTIONS	
ARTICLE 17 : MANŒUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE À CLEF ET DÉMONTAGE DES BRANCHEMENTS	
ARTICLE 18 : COMPTEURS : RELEVÉS, FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN	
ARTICLE 19 : COMPTEURS - VÉRIFICATION	
CHAPITRE IV : PAIEMENTS	Page 5
ARTICLE 20 : PAIEMENT DES BRANCHEMENTS ET DES COMPTEURS	
ARTICLE 21 : PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU	
ARTICLE 22 : FRAIS DE FERMETURE ET DE RÉOUVERTURE DU BRANCHEMENT	
ARTICLE 23 : PAIEMENT DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAU RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES	
ARTICLE 24 : REMBOURSEMENT D'EXTENSIONS ET AUTRE FRAIS EN CAS DE CESSATION D'ABONNEMENT	
CHAPITRE V : INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION	Page 6
ARTICLE 25 : INTERRUPTION RESULTANT DE CAS DE FORCE MAJEURE ET DE TRAVAUX	
ARTICLE 26 : RESTRICTIONS À L'UTILISATION D'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES DE DISTRIBUTION	
ARTICLE 27 : CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	
CHAPITRE VI : DISPOSITIONS D'APPLICATION	Page 6
ARTICLE 28 : DATE D'APPLICATION	
ARTICLE 29 : MODIFICATION DU RÈGLEMENT	
ARTICLE 30 : CLAUSE D'EXECUTION	

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable à partir du réseau public de la Commune de Campan.

Quelques définitions préalables :

1. **L'abonné** désigne toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service des Eaux. Ce peut être : l'occupant de bonne foi et le locataire de logements individuels, d'immeubles collectifs d'habitation et d'ensembles immobiliers de logements.
2. **Le propriétaire ou syndicat des copropriétaires** désigne le propriétaire d'un immeuble c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, propriétaire d'un logement individuel, d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements.
3. **Le Service des Eaux** désigne la branche technique Communale en charge de la distribution en eau potable des abonnés desservis par le réseau dans les conditions du présent règlement.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

2.1 Les engagements de la Commune

La Commune est tenue de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues au présent règlement. Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité de la Commune, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

La Commune est tenue, sauf cas de force majeure d'assurer la continuité du service. Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie, etc.), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 26 à 28 du présent règlement.

La Commune s'engage à mettre en œuvre un service de distribution de l'eau de qualité.

La Commune s'engage notamment à :

- assurer sauf cas de force majeure la continuité du service,
- un autocontrôle régulier et adapté de l'eau distribuée,
- une intervention sur site dans les meilleurs délais suite à l'appel d'un abonné en cas de manque ou de fuite sur branchement,
- un accueil téléphonique au 05.62.91.75.01, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 17 h 00 et en cas d'extrême urgence tel : 06.89.79.95.05
- une réponse écrite aux courriers des abonnés dans les 21 jours ouvrés suivant leur réception qu'il s'agisse de questions sur la qualité de l'eau, ou sur la facture d'un abonné,
- assurer le respect des horaires de rendez-vous dans une plage horaire d'une heure convenue avec l'abonné,
- produire une étude rapide pour l'installation d'un nouveau branchement d'eau avec : envoi du devis sous 15 jours ouvrés après réception de la demande de l'abonné et une étude des lieux,
- réaliser les travaux dans le délai convenu avec l'abonné sous condition d'acceptation du devis et d'obtention des autorisations administratives.

2.2 La qualité de l'eau distribuée par la Commune

La Commune est tenue de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats sont transmis par les services préfectoraux et sont affichés en Mairie deux jours ouvrés après la date de leur réception.

En complément à l'affichage, une note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité de l'eau distribuée, transmises par les services préfectoraux, est publiée et consultable en mairie.

Une fois par an, les éléments essentiels de la note de synthèse annuelle ou de la synthèse commentée sur la qualité de l'eau établie par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont portés à la connaissance des abonnés à l'occasion d'une facturation.

L'abonné peut contacter à tout moment la Commune pour connaître les caractéristiques de l'eau distribuée.

La Commune est tenue d'informer la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers, soit directement, soit indirectement, par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage, etc.).

Tout justificatif de la conformité de l'eau à la réglementation en vigueur en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande :

- soit par le Préfet du Département intéressé, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public,
- soit par la Commune de Campan chargée de la gestion et de l'exploitation de ce service.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE FOURNITURE D'EAU

Tout usager désireux d'être alimenté en eau potable doit souscrire auprès de la Commune une demande d'abonnement. Un exemplaire de cette demande peut lui être remis.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs (hormis, le cas échéant, les abonnements spéciaux ou temporaires définis aux articles 10 à 12 du présent règlement).

ARTICLE 4 : DÉFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé,
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- le robinet d'arrêt avant compteur,
- le regard ou la niche abritant le compteur, le cas échéant,
- le compteur,
- la bague anti-fraude,
- éventuellement, un équipement de relevé à distance des consommations d'eau.

Les installations privées commencent à partir du joint (inclus) situé à la sortie du compteur.

Suivant la nature et l'importance des retours d'eau vers le réseau public, la Commune peut demander au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires d'installer un dispositif de dis connexion anti-retour d'eau, en plus du dispositif « anti-retour » s'il existe.

Pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur du branchement est le compteur général d'immeuble.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Un branchement sera établi pour chaque immeuble.

POUR LES IMMEUBLES COLLECTIFS :

Les propriétaires ou les copropriétaires des immeubles collectifs d'habitation auront le choix entre deux types d'abonnement :

- o soit un abonnement général pour l'ensemble de l'immeuble en application du tarif général et dans ce cas le montant de la prime fixe annuelle sera égal au produit du nombre total de ces logements par le montant de la prime fixe.
- o Soit l'individualisation des contrats de fourniture d'eau conformément au décret du 28 avril 2003 pris en application de l'article 93 de la Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, dite Loi SRU. Pour cela il faudra que tous les propriétaires aient choisi ce type de fourniture d'eau.

Dans ces cas, ces immeubles devront être équipés de compteurs par logement et chaque fois que nécessaire, pour le décompte total de l'eau ou du fait de la situation ou de la nature des installations intérieures de l'immeuble, d'un compteur général.

Dans le cas d'installations nécessitant la pose d'un compteur général une convention spécifique selon le modèle annexé au présent règlement devra être conclue entre le demandeur et la commune en vue de préciser, en particulier, les modalités de mise en place et de fonctionnement de l'ensemble compteur général compteurs individuels.

De même, les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Les travaux d'établissement des branchements neufs sont confiés à titre exclusif au Service des Eaux. Le coût des travaux de réalisation des branchements est payé au Service des Eaux par l'abonné. De même, l'abonné qui a sollicité de la Commune une modification de son branchement supporte le coût des travaux correspondants.

La Commune fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur, qui doit être situé sur le domaine public ou à défaut, au plus près de celui-ci.

Si, pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par la Commune, celle-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et

d'entretien en résultant. La Commune demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

La partie du branchement située en domaine public fait partie intégrante du réseau. La Commune prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.

Les travaux d'entretien et de renouvellement de cette partie de branchement sont exécutés exclusivement par le service des eaux de la Commune ou sous sa direction technique par une entreprise ou un organisme agréé par elle.

Si la distance entre la conduite publique et la limite de propriété excède 30 mètres linéaires, l'abonné fait appel à l'entrepreneur de son choix pour réaliser les travaux de fouille situés entre le robinet d'arrêt et son compteur dans le respect des conditions techniques d'établissement du réseau. Le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires doit obtenir l'accord préalable de la Commune de Campan.

La garde et la surveillance de la partie située en propriété privée avant compteur sont à la charge de l'abonné. Ce dernier supporte les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.

La Commune, seule habilitée à intervenir pour réparer cette partie, prend à sa charge les frais propres à ses interventions.

L'entretien à la charge de la Commune ne comprend pas :

- les frais de remise en état des installations mises en place par le propriétaire postérieurement à l'établissement du branchement,
- les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné,
- les frais de réparation résultant d'une faute avérée de l'abonné.

Ces frais sont à la charge de l'abonné.

CHAPITRE II : ABONNEMENTS

ARTICLE 6 : DEMANDE D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires, usufruitiers, locataires ou occupants de bonne foi des immeubles.

Lors de toute demande d'abonnement, des frais d'accès au service sont facturés par la Commune à l'exception des abonnements souscrits lors de la mise en place de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau potable en immeuble collectif.

Le montant de ces frais est indiqué sur la grille des tarifs remise à l'abonné par la Commune lors de sa demande d'abonnement.

Les demandes de caution solidaire ou de versement des dépôts de garantie sont interdites.

La Commune est tenue de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de 15 jours suivant la souscription du contrat d'abonnement s'il s'agit d'un branchement existant.

En cas de nécessité de réalisation d'un branchement neuf, le délai nécessaire pour réaliser le branchement est porté à la connaissance du demandeur lors de sa demande d'abonnement.

La Commune peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou l'importance de la consommation prévue nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, la Commune peut exiger du demandeur la preuve qu'il est conforme avec les règlements d'urbanisme et avec la réglementation sanitaire en vigueur.

Le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires qui a fait une demande d'individualisation des contrats de fourniture d'eau auprès de la Commune souscrit un contrat d'individualisation ainsi qu'un contrat d'abonnement pour le compteur général d'immeuble. Un abonnement individuel est souscrit pour chaque dispositif de comptage individuel installé dans l'immeuble concerné.

ARTICLE 7 : RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont souscrits par semestre.

Ils se renouvellent par tacite reconduction, par période de 6 mois, à compter du 1er janvier ou du 1er juillet de l'année. Toutefois, dans le cas de départ d'un abonné, l'abonnement peut être résilié à la fin du mois en cours.

La souscription d'un abonnement en cours de semestre entraîne le paiement de la redevance d'abonnement du semestre en cours calculée au prorata du temps écoulé entre la mise en eau du branchement jusqu'au dernier jour du semestre.

Lors de la demande de souscription de son abonnement, un exemplaire du tarif en vigueur est remis à l'abonné.

Les modifications de tarification (hors indexation) sont portées à la connaissance des abonnés par une information écrite. En outre, tout abonné peut consulter les délibérations fixant les tarifs à la Mairie de Campan.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, la Commune peut surseoir à accorder un abonnement ou décider de résilier celui-ci en cas d'impossibilité d'accès au compteur pour lecture de son index, du fait de l'abonné.
La souscription de l'abonnement entraîne pleine et entière acceptation du règlement, sans réserve.

ARTICLE 8 : CESSATION, RENOUVELLEMENT, MUTATION ET TRANSFERT DES ABONNEMENTS ORDINAIRES

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en avertissant par lettre la Commune avec un préavis de 15 jours au moins avant la date de résiliation souhaitée. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction.

Soit l'abonnement est résilié à la date à laquelle un agent de la Commune effectue le relevé du compteur à titre de décompte final et une facture d'arrêt de compte est alors adressée à l'abonné.

Soit, un relevé contradictoire de l'indice du compteur qui est établi conjointement par les abonnés sortant et entrant est adressé au Service des Eaux et sert de base au décompte final.

En cas de résiliation du contrat d'abonnement avant l'échéance de facturation, l'abonné paie la part proportionnelle du tarif en fonction des volumes réellement consommés. La part fixe perçue d'avance est due au prorata du temps écoulé entre le début du semestre jusqu'à la date de la résiliation.

Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé.

Si après cessation de son abonnement sur sa propre demande, un abonné sollicite, dans un délai inférieur à un an par rapport à la fin de l'abonnement précédent, la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, la Commune peut exiger le paiement de frais de réouverture de branchement et de réinstallation du compteur.

En cas de changement d'abonné, pour quelle cause que ce soit, le nouvel abonné est substitué à l'ancien.

L'ancien abonné, où, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayant droit, restent responsables vis-à-vis de la Commune de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

Le contrat d'abonnement pour le compteur général d'immeuble ne peut être résilié par le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires qu'après la résiliation de la totalité des contrats d'abonnement individuels.

ARTICLE 9 : ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés annuellement par la Commune, ceux-ci sont transcrits dans une annexe du règlement du service de l'eau et applicable au 1er janvier 2010.

Une facture d'eau comprend plusieurs rubriques :

La rubrique « **Eau potable** » qui se décompose en deux parties :

- Une **part fixe** correspondant aux frais de fonctionnement du service technique de l'eau et d'investissement pour couvrir ses charges.

- une **part variable** en fonction de la consommation d'eau,

La rubrique « **La collecte et le traitement des eaux usées** », (si connecté au réseau public d'assainissement)

- Une **part fixe** correspondant aux frais de fonctionnement du service technique de l'assainissement et d'investissement pour couvrir ses charges.

- une **part variable** en fonction de la consommation d'eau collectée.

La rubrique qui précise les redevances aux organismes publics.

Trois redevances :

- Redevance pour pollution
- Redevance pour modernisation du réseau d'égouts
- Redevance pour prélèvement

Les taux de ces taxes sont fixés annuellement par l'agence Adour Garonne et sont liés à la consommation d'eau de chacun.

Dans tous les cas la facture d'eau est soumise au taux de TVA en vigueur, actuellement 5,5%.

La présentation de la facture d'eau sera adaptée en cas d'éventuelle modification des textes en vigueur.

ARTICLE 10 : ABONNEMENTS SPÉCIAUX

Lorsqu'un abonné ne possède qu'un seul compteur d'eau, alors, que celui-ci dessert plusieurs logements ou plusieurs activités professionnelles, la tarification se décomposera comme suit :

- L'eau consommée sera facturée à l'abonné globalement à partir du volume indiqué sur le compteur général.
- Il sera demandé à l'abonné autant de parts fixes (barème tarification) que de logements ou d'activités professionnelles recensées par le service de l'eau.

La Commune peut consentir à certains abonnés, dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent.

Dans ce cas, elle est tenue de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du service.

Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

1. Les abonnements dits "abonnements communaux" correspondant aux consommations des ouvrages et appareils publics (fontaines, bornes fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, toilettes publiques, bouches de lavage, d'arrosage et d'incendie, réservoirs de chasse des égouts).

Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres, y compris les logements de fonction, font l'objet d'abonnements ordinaires ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.

2. Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux, dits « de grande consommation », peuvent être accordés, notamment à des industries, pour fourniture de quantités d'eau importante hors du cas général prévu à l'article ci-dessus,

3. Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins ressortissant à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle. La Commune se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir,

4. Des abonnements, dits « abonnement d'attente », peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau, mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet de conventions spéciales, y compris la tarification. Ils sont obligatoirement transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai fixé par la Commune de Campan.

ARTICLE 11 : ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Des abonnements temporaires peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

ARTICLE 12 : ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La Commune peut consentir, si elle juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que les demandeurs souscrivent ou aient déjà souscrit un abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Alimentation en eau d'entreprises de travaux, de forains, etc.

La résiliation de l'abonnement est faite d'office, en cas de cessation ou de non-paiement de l'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Les abonnements pour lutte contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales, qui en règlent les conditions techniques et financières.

Ces conventions définissent les modalités de fourniture d'eau et les responsabilités respectives des parties. Elles précisent notamment les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état de marche des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

CHAPITRE III : BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

ARTICLE 13 : MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS ET COMPTEURS

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au comptable de la commune (Trésorier) des sommes dues pour son exécution.

Les compteurs individuels, les compteurs généraux d'immeuble et, lorsqu'ils en sont équipés, les systèmes de relevé à distance des consommations d'eau, sont la propriété de la Commune de Campan. Ils sont fournis et posés, aux frais du propriétaire ou du syndicat de copropriétaires, par la Commune. Ils sont entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par la Commune.

Le compteur doit être placé sur le domaine public, ou, à défaut, aussi près que possible des limites du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents de la Commune.

Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par la Commune, le compteur doit être posé dans une niche ou un regard.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment, en amont du compteur, doit rester accessible,

afin que la Commune puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par la Commune compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties peut proposer à l'autre la souscription d'un nouveau contrat d'abonnement portant remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

L'abonné doit signaler sans retard au Service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement ou du compteur.

ARTICLE 14 : INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ - FONCTIONNEMENT - RÈGLES GÉNÉRALES

Pour les logements individuels, les "installations privées" désignent l'ensemble des installations de distribution situées au-delà du compteur (y compris le joint et le robinet d'arrêt après compteur et/ou le "dispositif anti-retour"). Pour les immeubles collectifs et les ensembles immobiliers de logement, les installations intérieures collectives commencent à partir du joint (inclus) situé à la sortie du compteur général de pied d'immeuble ou du compteur général du lotissement placé en limite de propriété.

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par les propriétaires et syndicats de copropriétaires et à leurs frais. La Commune est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la Commune de Campan ou aux tiers ou aux agents du service tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Des prescriptions techniques spécifiques sont applicables aux installations privées d'un immeuble collectif ou d'un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture de branchement. En particulier, les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. A défaut, la Commune peut imposer un dispositif anti-bélier.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental, la Commune, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales ou tout organisme mandaté par la Commune de Campan peuvent avec l'accord du propriétaire ou syndicat de copropriétaires procéder à leur vérification.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé, à leurs frais.

ARTICLE 15 : INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ - CAS PARTICULIERS

Tout abonné disposant, à l'intérieur de sa propriété, de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique, doit en avertir la Commune. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF Antipollution ou agréée par l'autorité sanitaire sera obligatoire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

Dans les immeubles existants ne comportant pas de «dispositif» de mise à la terre et s'il n'est pas possible d'installer un tel dispositif, il peut être admis d'utiliser les conduites intérieures d'eau sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent à l'immeuble,

- la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement,

- un manchon isolant de deux mètres de longueur doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et en amont de la partie de la conduite reliée à la terre ; lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation séparées par ledit manchon isolant,

- la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier, une plaque apparente et placée près du compteur d'eau signale que la canalisation est utilisée comme conducteur.

L'emploi d'appareils pouvant créer une aspiration dans la canalisation publique à travers le branchement est interdit. Il en est de même des dispositifs ou appareils qui permettraient le retour d'eau de l'installation intérieure vers le réseau. En particulier, les abonnés possesseurs d'installations susceptibles de modifier la qualité d'eau distribuée ou de générateurs d'eau chaude doivent munir l'installation ou la canalisation amenant l'eau froide à ces appareils, de clapets de retenue, entretenus en bon état pour éviter, en toutes circonstances, le retour de l'eau chaude vers les compteurs.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

ARTICLE 16 : INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ - INTERDICTIONS

Il est formellement interdit à l'abonné :

1. d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie ;
2. de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;
3. de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets ;
4. de faire sur son branchement des opérations autre que la fermeture ou l'ouverture du robinet avant compteur.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice de poursuites que la Commune pourrait exercer contre lui.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

ARTICLE 17 : MANŒUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE À CLEF ET DÉMONTAGE DES BRANCHEMENTS.

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par la Commune ou l'entreprise agréée et aux frais du demandeur.

ARTICLE 18 : COMPTEURS : RELEVÉS, FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN

Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux.

Les agents communaux chargés du relevé des compteurs sont munis d'une carte professionnelle attestant leur appartenance au personnel du Service des eaux.

Si, au moment du relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte relevée que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de 10 (dix) jours.

Si lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte de relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant.

En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, la Commune est en droit d'exiger de l'abonné qu'il la mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et cela dans le délai maximal de 30 (trente) jours, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture du logement, la Commune est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondante de

l'année précédente ou, à défaut, sur celle de l'année en cours s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps précisément déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuserait de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, la Commune, après mise en demeure restée sans effet, peut supprimer la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement jusqu'à la fin de l'abonnement.

Lorsqu'elle réalise la pose d'un nouveau compteur, la Commune prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs soit réalisée dans des conditions climatiques normales de la région concernée. Elle informe, par ailleurs, l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel, dans des circonstances particulières et les chocs. De même, lorsqu'il accepte l'ouverture d'un branchement, le Service des Eaux informe l'abonné des précautions à prendre pour la protection du compteur.

Faute de prendre les précautions utiles, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais de la Commune que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes de l'usager et des usures normales.

L'abonné ayant la garde de la partie du branchement non située sur le domaine public, les mesures conservatoires qu'il peut être amené à prendre de ce fait ne sont pas visées, sous réserve qu'il en ait immédiatement averti la Commune.

Tout remplacement et toute réparation de compteur, dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (gel, incendie, introduction de corps étrangers, chocs extérieurs, etc.), sont effectués par la Commune, aux frais de l'abonné.

Les dépenses ainsi engagées par la Commune, pour le compte d'un abonné, font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

ARTICLE 19 : COMPTEURS - VÉRIFICATION

La Commune a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications des compteurs des abonnés. Ces vérifications ne donneront lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications du compteur. Le contrôle est effectué sur place par la Commune, en présence de l'abonné. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage par un établissement agréé. La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par la Commune. De plus, à compter de la date du précédent relevé, la consommation de la période en cours est rectifiée de la manière suivante :

- si les indications du compteur sous-estiment la consommation d'eau, la consommation sous-estimée n'est pas rectifiée,
- si les indications du compteur surestiment la consommation d'eau, la consommation est rectifiée sur la base d'une évaluation prenant pour référence la consommation moyenne journalière de l'année précédente à la même période. Le remboursement du trop perçu sera toutefois limité au semestre de facturation précédant la date de dépôt de la plainte de l'abonné.
- Il est considéré qu'un compteur neuf a une durée de validité d'exactitude équivalente à 10 années.

CHAPITRE IV : PAIEMENTS

ARTICLE 20 : PAIEMENT DES BRANCHEMENTS ET DES COMPTEURS

Tous les frais nécessaires à l'établissement d'un branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

Préalablement à l'exécution des travaux d'établissement d'un branchement, la Commune établit un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix. Conformément à l'article 13 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

Les compteurs font partie intégrante du réseau. Ils sont fournis et posés par la Commune, aux frais des abonnés. La Commune établit un devis en appliquant les tarifs sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Commune de Campan.

ARTICLE 21 : PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

Les redevances d'abonnement sont payables par semestre et d'avance. Les redevances au mètre cube correspondant à la consommation sont payables dès constatation. Toutefois, dans le cas de relevés annuels, la Commune pourra facturer un acompte estimé de la consommation semestrielle, correspondant à la moitié de la consommation annuelle précédente. Ce montant sera payable à semestre échu, en même temps que la redevance du semestre suivant. Sauf disposition contraire le montant des redevances doit être acquitté dans le délai maximum de quinze jours suivant réception de la facture. A défaut, les frais de relance engagés par la Commune sont à la charge de l'abonné. Toute réclamation doit être adressée par écrit au Service des Eaux dans les quinze jours suivant le paiement. Celui-ci devra tenir compte, au plus tard lors de l'échéance suivante, de toute différence qui aurait lieu au préjudice de l'abonné.

L'abonné n'est jamais fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée par son compteur.

Cependant, en cas de consommation anormalement élevée provenant d'une fuite après compteur dûment constatée et sauf si celle-ci résulte d'une faute ou d'une négligence de sa part, l'abonné se verra facturé sa redevance semestrielle et sa consommation habituelle au tarif normal du service, et pour le surplus de sa consommation, se verra appliquer le tarif dégressif suivant :

- jusqu'à 1000 m³ au-delà de la consommation habituelle : 48 % du tarif normal du service.
- de 1000 à 2000 m³ au-delà de la consommation habituelle : 35 % du tarif normal du service
- excédant 2000 m³ au-delà de la consommation habituelle : 25 % du tarif normal du service

La consommation habituelle sera la moyenne de la consommation réelle des trois dernières années.

A défaut de pouvoir calculer la consommation moyenne sur les bases ci-dessus exposées, celle-ci sera calculée sur la base de la dernière période de consommation connue, ou à défaut de cette dernière référence, sur la base de tout autre moyen permettant d'estimer équitablement la consommation.

Si les redevances ne sont pas payées dans un délai de 15 jours à partir de la réception de la facture, et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien-fondé de sa réclamation, le branchement peut être fermé jusqu'à paiement des sommes dues, un mois après notification de la mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné. La réouverture du branchement intervient après justification, par l'abonné auprès de la Commune, du paiement de l'arriéré.

En cas de difficultés financières, l'abonné en fait part, dans les plus brefs délais, au Service des Eaux.

Après étude de sa situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion, le trésorier s'oblige dans ce cas à proposer à l'abonné des solutions de paiement adaptées, notamment :

- report d'échéance d'une facture à une date acceptée par la Trésorerie et l'abonné,
- étalement d'une facture en plusieurs échéances selon des dates et des montants librement négociés entre la Trésorerie et l'abonné,
- recours aux dispositifs d'aide aux plus démunis (convention solidarité eau).

La fourniture d'eau est maintenue par la Commune lorsque le dispositif de solidarité eau est saisi d'un dossier de non-paiement de factures d'eau, jusqu'à décision sur ce dossier.

La Commune s'oblige en outre à développer activement son action concernant les abonnés en situation de difficulté financière et sociale durable, en contribuant financièrement au dispositif de lutte contre la pauvreté et les exclusions (convention solidarité eau) et en développant la collaboration avec les partenaires publics et privés de lutte contre l'exclusion.

Les redevances sont mises en recouvrement par le comptable de la Commune, habilité à en faire poursuivre le versement par tous moyens de droit commun. Les frais de correspondance sont à la charge de l'abonné.

ARTICLE 22 : FRAIS DE FERMETURE ET DE RÉOUVERTURE DU BRANCHEMENT

Les frais de fermeture et de réouverture de branchement sont à la charge de l'abonné. A titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement à la grille des tarifs qui distingue deux cas :

- une simple résiliation ou une fermeture demandée,
- une fermeture de branchement pour impayé ou pour infraction au règlement, sauf si le cas où la réclamation de l'abonné est justifiée. La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la redevance d'abonnement tant que celui-ci n'a pas été résilié. Toutefois, la résiliation sera considérée comme prononcée à l'issue de la première année suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

ARTICLE 23 : PAIEMENT DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAU RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et du compteur, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec la Commune et sont à la charge de l'abonné.
La fourniture d'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut, par application de celles fixées à l'article 21.

ARTICLE 24 : REMBOURSEMENT D'EXTENSIONS ET AUTRE FRAIS EN CAS DE CESSATION D'ABONNEMENT

Lorsque la Commune a financé et réalisé des installations (canalisations, branchements, etc.) en vue de desservir un propriétaire ou un syndicat de copropriétaires, celui-ci, s'il résilie son abonnement, doit verser une indemnité égale au prix de revient de ces installations, compte tenu d'un Règlement du service de l'eau applicable au 1er janvier 2010 abatements de vétusté fixée à 1/30ème du prix de revient des installations par année échue à compter de la date de la mise en service du branchement à moins qu'un autre abonnement ne soit souscrit immédiatement pour la même propriété. Les mêmes dispositions s'appliquent au cas où les installations auraient été établies aux frais de la Commune de Campan.

En cas de cessation de l'abonnement, les anciens abonnés ou leur ayant droits ne peuvent disposer du branchement, celui-ci demeure la propriété de la Commune de Campan et peut être enlevé par la Commune, sans qu'on puisse lui opposer les scellements susceptibles de le faire considérer comme immeuble par destination.

CHAPITRE V : INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

ARTICLE 25 : INTERRUPTION RÉSULTANT DE CAS DE FORCE MAJEURE ET DE TRAVAUX.

La Commune ne peut être tenue responsable d'une perturbation de la fourniture due à un cas de force majeure. Le gel, la sécheresse, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à la force majeure.

La Commune est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau. La Commune informe les abonnés deux jours au moins avant les interruptions du service, quand celles-ci sont prévisibles (par exemple, travaux de réparation ou d'entretien).

Si la Commune doit réaliser des réparations urgentes sur le réseau en cas d'accident nécessitant une interruption immédiate, dans toute la mesure du possible, la Commune est tenue d'informer les abonnés concernés, dans les plus brefs délais, quand bien même l'information est postérieure à l'incident.

ARTICLE 26 : RESTRICTIONS À L'UTILISATION D'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES DE DISTRIBUTION

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, la Commune a, à tout moment, le droit d'apporter des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, le service des eaux de Campan se réserve le droit de procéder à la modification du réseau de distribution, ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, et sans que ceux-ci puissent réclamer une indemnité ou une réduction du prix de l'abonnement, sous réserve que la Commune ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences des dites modifications.

Il est fortement conseillé à tous les abonnés, afin de pallier aux brusques variations de pression, de se doter d'un système de réduction de pression. Celui-ci devra être positionné par vos soins et à votre charge entre le compteur et le début de votre installation d'eau.

Dès lors que des mesures correctives sont prises en vue de rétablir la qualité de l'eau distribuée, la Commune doit, dans les plus brefs délais :

- informer les abonnés des motifs et des conséquences correspondantes,
- leur fournir les conseils nécessaires afin qu'ils puissent prendre toutes les précautions nécessaires.

ARTICLE 27 : CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut, en aucun

cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, la Commune doit en être avertie trois jours à l'avance, de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le Service de Protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent réclamer une indemnité ou une réduction du prix de l'abonnement. Les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe au seul Service des Eaux et Service de Protection contre l'incendie.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 28 : DATE D'APPLICATION

Le présent règlement de l'eau de la commune de Campan sera applicable au 1er janvier 2010.

Tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Le présent règlement n'entrera en vigueur qu'après que la Commune l'ait porté à la connaissance des abonnés.

ARTICLE 29 : MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Commune de Campan et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Les abonnés peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviendraient dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

ARTICLE 30 : CLAUSE D'EXÉCUTION

Le Représentant de la Commune de Campan, les agents de la Commune habilités à cet effet et le Trésorier de la Commune de Campan, en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le conseil municipal, dans sa séance du 18 décembre 2009.

Le Maire,
Gérard ARA



SOUS-PRÉFECTURE
21 DEC. 2009
BAGNERES-de-BIGORRE -65-